



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 20/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MICHEL LOGISTIQUE**

450 rue du Champ Moyen  
54710 Fléville-devant-Nancy

Références : S-23-1271RP

Code AIOT : 0006202358

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement MICHEL LOGISTIQUE implanté Rue de Lorraine 88440 Nomexy. L'inspection a été annoncée le 06/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MICHEL LOGISTIQUE
- Rue de Lorraine 88440 Nomexy
- Code AIOT : 0006202358
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est placé sous le régime de l'autorisation pour ses activités de stockage de matières, produits ou substances combustibles dans un entrepôt couvert visé par la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées (pour cette rubrique, l'établissement relève du régime de l'enregistrement).

**Le thème de visite retenu est le suivant :**

- Inspection d'un entrepôt couvert (risque incendie).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mode d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 08/03/1999, article 2.8.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rejets d'eaux résiduares	Arrêté Préfectoral du 08/03/1999, article 3.8 et 3.11	/	Sans objet
3	Eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/03/1999, article 3.2	/	Sans objet
4	Prévention et la lutte contre les risques.	Arrêté Préfectoral du 08/03/1999, article 7.1	/	Sans objet
5	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 08/03/1999, article 1.6.4	/	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/03/1999, article 13	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a été réalisée par échantillonnage, à ce stade aucune non-conformité n'a été relevée le jour de la visite.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mode d'entreposage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/1999, article 2.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, entreposage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage est effectué de manière que toutes les issues soient largement dégagées.</p> <p>Les marchandises entreposées en masse sont séparées des autres produits par un espace minimum de trois mètres sur le ou les côtés ouverts.</p> <p>Ces marchandises entreposées en masse (balles, rouleaux, palettes, etc.) forment des blocs limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- surface maximale des blocs au sol : 500 m<sup>2</sup> ;</li> <li>- hauteur maximale de stockage : 8 m ;</li> <li>- espaces entre blocs et parois, et entre blocs et éléments de la structure : 0,80 m ;</li> <li>- espace entre deux blocs : 1 m ;</li> <li>- chaque ensemble de quatre blocs est séparé des autres blocs par des allées de 2 m de large.</li> </ul> <p>Dans tous les cas, un espace minimal de 1 m est maintenu entre le fusible des têtes du système d'extinction automatique et le sommet des marchandises stockées.</p>

<b>Constats :</b>
L'inspection a procédé par échantillonnage, à ce stade, aucune anomalie n'a été constatée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Rejets d'eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/1999, article 3.8 et 3.11
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 3.8: Le rejet d'effluents résiduaires industriels est interdit. Article 3.11: Pour le rejet des eaux sanitaires et pluviales, l'exploitant devra respecter le règlement de la Z.A.C
<b>Constats :</b> 3.8 : Pas d'anomalie constatée, Il n'y a pas de rejet d'eau industrielle 3.11 : Les eaux pluviales sont rejetées au fossé après passage dans un séparateur d'hydrocarbures, ce dernier a fait l'objet d'un entretien en date du 15 juin 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Eaux d'extinction d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/1999, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> 3.12 : Les éventuelles eaux d'extinction devront être retenues par un système de rétention offrant un volume total minimum de 1 200 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> Pas d'anomalie constatée.  La rétention est constituée par la cour bitumée située devant les quais de chargement et le réseau de collecte des eaux pluviales. Elle est équipée d'une vanne d'isolement, dont la clé est accessible depuis l'extérieur, sur les quais de chargement. Le personnel est formé à manœuvrer la vanne en cas d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Prévention et la lutte contre les risques.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/1999, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan d'intervention contre l'incendie sera établi par le responsable de l'établissement, en liaison avec les services publics d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Pas d'anomalie constatée. Un Plan d'Intervention Interne (PII) est établi et mis à jour si des modifications sont envisagées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/1999, article 1.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> 1.6.4 : Eaux pluviales Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles. Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</li><li>• la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;</li><li>• l'effluent ne dégage aucune odeur ;</li><li>• teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;</li><li>• teneur en hydrocarbures inférieurs à 10 mg/l ;</li><li>• DCO inférieure à 300 mg/l ;</li><li>• DBO5 inférieure à 100 mg/l.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> La dernière analyse a été effectuée le 22 septembre 2023, l'exploitant transmettra les résultats à l'Inspection dès réception du rapport. Le dispositif séparateurs d'hydrocarbures a été contrôlé le 15 juin 2023.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/1999, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie [...] ;</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt [...] ;</li> <li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. [...].</li> </ul> <p>Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 m<sup>3</sup> par heure durant deux heures.</p> <p>[...]</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'anomalie constatée, le groupe moto-pompe du système d'extinction automatique d'incendie est entretenu et mis en marche une fois par semaine, le registre de suivi est dûment renseigné.</p> <p>Le dernier contrôle du matériel incendie a été réalisé en date du 05 mai 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet